



Union interfédérale des agents de la Fonction Publique FO

46, rue des petites écuries 75010 PARIS

[contact@fo-fonctionnaires.fr](mailto:contact@fo-fonctionnaires.fr) // 01-44-83-65-55

## Un rendez-vous salarial pour RIEN ! FO demande de véritables négociations salariales.

Le rendez-vous salarial, et pire encore, le suivi de celui-ci, ne peut apporter aucune mesure générale aux agents.

Tout le monde le sait, que cela soit partagé ou non, c'est le protocole PPCR (rejeté par FO) qui permet au Gouvernement de justifier son refus de mesures générales.

Pour rappel, le protocole PPCR précise page 14 : « ...une négociation annuelle permettra de dresser un bilan d'étape de la mise en œuvre des mesures triennales et définira, le cas échéant, les mesures d'ajustement à y apporter. Elle permettra d'examiner d'éventuelles mesures d'ajustement au regard des principaux indicateurs macro-économiques (taux d'inflation ; croissance du PIB, évolution des salaires...) ».

Le seul élément « positif » de cet extrait qui parlait de négociations n'est même pas respecté. Nous sommes dans un rendez-vous salarial ou son suivi...c'est tout dire.

En opposant le cadre contraignant des « indicateurs macro-économiques » à la revalorisation de la valeur du point d'indice, ce protocole annihile tout espoir d'automatisme ou d'alignement sur l'inflation permettant de maintenir à minima le pouvoir d'achat des agents.

Le Gouvernement utilise les éléments de la carrière (changement d'échelon, avancement, etc.) pour faire croire que tous les agents sont augmentés annuellement, mais chacun sait que cela est faux !

Celui ou celle qui n'a pas de prime, qui ne change pas d'échelon ou n'a pas de promotion, voit sa rémunération baisser notamment par les augmentations des cotisations retraites (retenues pour pension civile).

Pour FO Fonction publique, l'augmentation de la valeur du point d'indice est la seule mesure générale permettant de garantir l'égalité de traitement des agents et de garantir sur la durée un niveau de pensions.

- Faut-il rappeler à l'Etat, soi-disant employeur exemplaire, que ses décisions en matière salariale entraînent de fait une dynamique (ou pas) dans le secteur privé et sont regardées à tous les niveaux ?
- Faut-il rappeler que depuis 2010, soit sur les 11 dernières années si on intègre les prévisions pour 2020, les salaires des fonctionnaires et agents publics ont été gelés 9 ans ?
- Faut-il rappeler que sur les 5,5 millions d'agents publics, 55 % des fonctionnaires sont des agents de catégorie C, salaires les plus bas ?

Enfin, il faut encore répéter que les suppressions de postes et réorganisations successives entraînent des surcharges de travail et modifications des fiches de postes de manière récurrentes sans aucune reconnaissance pour l'investissement des agents.

.../...

Pour FO Fonction publique, le Gouvernement est responsable de la dégradation du pouvoir d'achat des agents. Il va même l'aggraver avec la Loi de transformation de la fonction publique et ses outils pour casser le statut général des fonctionnaires.

FO Fonction publique continue de revendiquer :

- L'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice y compris pour rattraper les pertes de pouvoir d'achat subies depuis 2000 (18 %),
- L'amélioration des grilles indiciaires de toutes les catégories (C, B et A),
- L'intégration des primes dans le traitement soumis à pension,
- La réinstauration des réductions de temps de service (durée minimale) pour changer d'échelon
- Le remplacement des échelons spéciaux et du GRAF (grade à accès fonctionnel) par des échelons classiques et des grades à accès statutaire.

A l'heure d'une nouvelle contre-réforme des retraites qui entrainera une baisse drastique des pensions, et remettra en cause le code des pensions civiles et militaires et la CNRACL, il est évident que la politique salariale d'austérité menée depuis des années dans la Fonction publique sera un catalyseur supplémentaire pour fédérer les mécontentements.

En y ajoutant aujourd'hui une nouvelle année de gel des salaires pour 2020, le gouvernement ne fait qu'aggraver la situation !

Fait à PARIS, le 5 novembre 2019

